

que l'on retire de ce livre : celle d'une belle thèse, qui vient admirablement combler une partie importante des vides historiographiques dont souffre encore le Moyen Age maghrébin. Qu'il s'agisse d'une thèse de Doctorat d'Etat montre que cet exercice universitaire n'est pas aussi passiste qu'on le dit quelquefois. Que cette thèse ait été soutenue dans l'Université française honore celle-ci. Que l'auteur soit un chercheur marocain laisse bien augurer de la vitalité du médiévisme maghrébin.

Pierre GUICHARD  
(Université de Lyon II)

Ahmed KHANEBOUBI, *Les premiers sultans mérinides (1269-1331) : Histoire politique et sociale* (préface de Bernard Guillemain). Paris, l'Harmattan, 1987. 15,5 × 24 cm., 245 p.

Ce n'est pas faire injure à l'auteur de ce livre que de dire d'emblée que l'ouvrage n'a pas la dimension de celui, qui paraît presque en même temps et porte également sur l'époque mérinide, de Mohamed Kably. La concomitance des deux publications et la proximité de leurs sujets oblige à une constatation au-delà de laquelle il serait tout à fait injuste d'aller, car le travail d'Ahmed Khaneboubi, qui doit être une thèse de 3<sup>e</sup> cycle ou « nouveau régime », et annonce une recherche plus importante sur « les institutions gouvernementales sous les Mérinides », ne voit nullement son utilité annulée par celui de Kably. Bien au contraire, même, car la vision analytique que ce dernier s'est abstenu de donner pour aller à ce qu'il jugeait l'essentiel, ce qui rend parfois difficile la lecture de son livre, se trouve inversement et presque complémentairement présentée dans celui de Khaneboubi.

Il s'agit en effet d'un travail à la fois moins volumineux et plus classique, offrant une première partie sur l'histoire de la première phase du sultanat mérinide, une seconde partie sur les institutions et une troisième et dernière sur l'organisation sociale et culturelle du Maghreb mérinide. La perspective est très différente de celle qui oriente l'ouvrage de Kably. En introduction, l'idée d'un makhzen fort et présent à tous les niveaux de la hiérarchie sociale, où tout s'organise en fonction de la volonté d'un sultan bien représenté par son clan dans toutes les instances de l'état (villes et tribus), appuyé par une armée solide, et considéré de façon peut-être un peu idyllique — mais en partie justifiée, pour les premiers souverains, par les chroniqueurs — comme « à la fois proche des petits problèmes de la vie quotidienne de l'homme de la rue comme de ceux des grands du royaume » (p. 22). En conclusion, la même idée « d'un Etat fortement centralisé (ce qui ne veut pas dire très structuré) fondé sur un système hiérarchique dont le noyau est à Fès » (p. 209). Il est dommage que l'auteur n'ait pas davantage justifié l'opposition qu'il introduit, à juste titre à mon avis, entre forte centralisation et faible structuration, qui me semble pouvoir s'appliquer en fait à beaucoup d'Etats musulmans du Moyen Age, du moins en Occident. Mais dans l'étude même des institutions, l'accent est mis exclusivement sur la centralisation hiérarchique. C'est dire que les faits de « féodalisation » et d'éclatement structurel de l'Etat, évoqués avec insistance par Kably, mais à mon avis un peu

insuffisamment analysés faute peut-être d'un total manque de références textuelles, sont ici totalement passés sous silence.

L'exposé de la « montée en puissance » des tribus nomades zénètes appartenant au groupe mérinide, progressivement mieux « accrochée » à la zone de la Moulouya qu'au reste de leurs anciennes zones de parcours qui s'étendaient très largement jusqu'à l'Aurès à l'est et jusqu'au sud du Sahara, est sans surprises. La crise profonde du régime almohade dès la seconde décennie du XIII<sup>e</sup> siècle leur permet de s'imposer dans la zone nord du Maroc, où ils soumettent les populations rurales et les villes au tribut. Une ébauche de makhzen naîtrait avec la nomination des premiers collecteurs de ces impôts. Le dessein politique se préciserait rapidement : rupture avec les Almohades et reconnaissance de la plus lointaine souveraineté ḥafṣide, occupation de Meknès suivie de l'adoption des « insignes de la royauté », brève réconciliation forcée avec le pouvoir almohade qui fait un important effort militaire pour ressaisir son autorité dans ces régions nord-orientales et en particulier contre l'émir zayyānide de Tlemcen, Yağmurāsan, qui a reconnu également la souveraineté ḥafṣide. Mais la mort du calife almohade al-Sa'id devant Tlemcen et la débandade de son armée renversent brutalement la situation. Reprenant le processus d'affermissement politique interrompu un instant par le retour à l'obédience almohade, l'émir mérinide Abū Yaḥyā adjoint à son armée tribale les corps spécialisés d'archers *guzz* et de mercenaires chrétiens qui ont abandonné l'armée almohade en déroute, et s'impose aux grandes villes situées entre le Sebou et le Bou Regreg : outre Meknès, Fès, Rabat et Salé. Malgré une assez longue révolte de Fès, la ville la plus prestigieuse et la plus apte à lui servir de capitale, le nouvel émir en fait sa résidence principale, et poursuit la mise en place des premiers éléments d'une structure étatique ou makhzénienne. On retrouve, le triomphalisme en moins, le schéma de construction d'un nouvel Etat que présentent les chroniques mérinides. C'est ce schéma que conteste précisément Kably dans *Société, pouvoir et religion*, qui présente l'image d'une substitution quasi accidentelle du pouvoir mérinide au pouvoir almohade, le premier ne faisant guère, au départ, que profiter des circonstances et « occuper le terrain » laissé vide par l'effondrement almohade, sans projet politique ni autre couverture de légitimité que celle des ḥafṣides, reconnus par opportunisme. La révolte de Fès de la fin de 1249 ou 1250, concomitante de celle des 'Azafides à Ceuta et du rejet de la souveraineté ḥafṣide par Grenade, s'inscrirait dans un mouvement général de répudiation de l'autorité de Tunis par les villes andalouses et marocaines qui l'avaient précédemment reconnue, les Mérinides n'apparaissant alors à Fès que comme les représentants du ḥafṣide Abū Zakariyyā, qui n'a pas pris le titre califal que lui attribue à tort Khaneboubi, et dont la mort en 1249 provoque un ébranlement général dans les zones qui lui avaient prêté la *bay'a* (allégeance).

Il convenait, sur un exemple précis, de montrer la différence des perspectives, certainement plus « contestataire » de l'historiographie traditionnelle, et toujours soucieuse de situer les événements marocains dans le contexte d'ensemble d'une histoire maghrébine globale chez Kably, plus fidèle à l'histoire marocaine habituelle chez Khaneboubi. Il serait intéressant de comparer terme à terme les deux « versions », la plus novatrice n'étant pas toujours obligatoirement la meilleure, ou en tout cas la plus prudente. Ainsi dans le cas déjà évoqué de l'« artillerie » que les Mérinides, d'après Ibn Ḥaldūn, auraient utilisée contre Siġilmāsa dès la date très ancienne de 1274 (Kably, p. 71 et 77; Khaneboubi, p. 57 et 160, et *E.I.*<sup>2</sup>, I, p. 1089).

Les premiers chapitres du second fournissent au total un commode exposé des principaux faits de l'histoire mérinide, classés de façon peut-être un peu systématique, mais claire et finalement assez pratique, sous des rubriques plus « thématiques » que chronologiques (problèmes principaux des différents règnes, rapports avec les Naṣrides, relations avec l'Orient, expéditions contre les chrétiens, etc...). Le même « classicisme » historiographique se retrouve dans les deux parties suivantes sur les institutions et la vie sociale et culturelle. Alors que Kably étudiait l'ensemble de la politique mérinide dans la perspective d'une « dynamique » d'ambition califienne qui ne se concrétise que sous Abū 'Inān (1348-1358), Khaneboubi, qui s'arrête avant le règne de ce souverain, s'en tient à un exposé analytique des différents aspects du pouvoir souverain (problèmes de succession et d'investiture, titulature, fonctions ...). Suivent d'utiles exposés sur le vizirat, la secrétairerie (*kitāba*), l'organisation judiciaire, les finances et la monnaie, et surtout l'armée, longuement étudiée. Les indications fournies sont assez abondantes, mais c'est évidemment une image un peu statique du pouvoir et de l'administration mérinides que l'on retire de ces chapitres, inconvenant peut-être mineur dans la mesure où la période est relativement courte et où, ainsi que je l'ai déjà laissé entendre, une utilisation fructueuse pourrait être faite de ce livre en complément de celui de Kably, où manquent précisément ces indications un peu terre à terre mais précises. Les mêmes remarques s'appliqueraient au reste de l'ouvrage, la vie sociale étant regrettablement réduite à la portion congrue : trois pages (171-174) sur « les musulmans », qui laissent presque complètement de côté tout ce qui concerne la vie rurale. On a peine à croire que les sources, certainement pauvres sur ce sujet, le soient à ce point. Ainsi, p. 158-159, est-il indiqué que les habitants des zones montagneuses du nord, apparemment répartis en groupes claniques ou tribaux, possèdent des « redoutes » (*ma'qils*) d'accès difficile où ils se réfugient pour résister aux exactions des tribus makhzen. La notation me paraît pouvoir être mise en rapport avec les sites fortifiés ruraux étudiés depuis quelques années dans l'Andalousie musulmane, auxquels on peut attribuer une identique fonction de refuge pour les habitants des alentours. La nomenclature des lieux habités, des domaines fonciers, ne pourrait-elle pas non plus être utilisée pour aller un peu plus loin dans la connaissance de ces réalités rurales si mal connues jusqu'à présent ?

Une regrettable négligence bibliographique en ce qui concerne les sources : les quatre pages d'analyse des textes les plus utilisés (p. 15-19) ne contiennent aucune référence précise aux éditions ou aux éventuels manuscrits, qui n'ont pas été inclus non plus dans la bibliographie finale. Il faut aller chercher ces renseignements dans la bibliographie de l'ouvrage de Kably, ce qui prouverait presque par l'absurde que les deux études sont en définitive plus complémentaires que concurrentes ! Sur ce point, d'ailleurs, l'ouvrage de Mohamed Kably n'est pas non plus toujours irréprochable. Recherchant par exemple la référence bibliographique exacte du *Maqṣad al-Šarīf* d'al-Bādī, où se trouve le passage évoqué plus haut sur le *ma'qil* du Rif où se réfugient des campagnards, je n'ai pu la trouver ni dans l'un ni dans l'autre des deux ouvrages. Ces quelques remarques n'enlèvent rien à la satisfaction que l'on éprouve à disposer désormais, outre les travaux déjà connus de Maya Shatzmiller, d'ouvrages d'ensemble solides sur l'époque mérinide.

Pierre GUICHARD  
(Université de Lyon II)

Atallah DHINA, *Le royaume abdelouadide à l'époque d'Abou Hammou Moussa I<sup>er</sup> et d'Abou Tachfin I<sup>er</sup>*. Alger, E.N.A.L., 1985. 277 p.

Au début du XIV<sup>e</sup> siècle, pendant une trentaine d'années, au centre du Mağrib, entre le Maroc et l'Ifrīqiya ḥafṣide, un Etat, le royaume de Tlemcen, allait naître et se développer, tant sur le plan politique qu'économique. C'est l'histoire de ce royaume 'abd-al-wādide que l'auteur nous propose dans cet ouvrage très agréable à lire. Création difficile mais originale, ce royaume de Tlemcen allait être une aire de contact entre nomades arabes, nomades zénètes et sédentaires.

Dans la première partie (p. 15-64), l'auteur présente le pays 'abd-al-wādide, sa situation géographique, autour d'une ville, Tlemcen, située au carrefour des routes, jouissant d'une importance commerciale qui allait encore s'accroître par la suite. Capitale du Mağrib central, elle avait été embellie d'édifices sous les Almoravides, et continua à l'être sous les Marinides et les 'Abd-al-Wādides aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. Rois d'un Etat de nomades, les souverains 'abd-al-wādides furent amenés à résister aux nomades, à leurs attitudes, à leurs entreprises et à leur mentalité. Mais c'est le pays plat que les tribus arabes ont recouvert et influencé, se souciant peu à l'ordinaire de s'installer dans les massifs montagneux qu'elles laissaient aux Berbères. Des apports ethniques nouveaux ont enrichi les fonds préexistants des populations Ṣanhāga, Zénètes et Arabes du royaume. Ce sont surtout les villes qui s'accrurent d'éléments nouveaux, non seulement de Juifs, de Chrétiens, mais aussi de libres musulmans citadinisés, tels les Andalous qui étaient de plus en plus nombreux dans les villes maghrébines. L'emploi de milice chrétienne n'était pas une innovation au Mağrib. Dès les XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, les Almoravides et les Almohades y avaient eu recours.

Atallah Dhina étudie dans la deuxième partie (p. 65-104) les armatures du royaume 'abd-al-wādide, qui se doit définir par son milieu original et par le rôle des individualités qui l'affermirent : Yaḡmurāsan et Abū Ḥammū Mūsā I, le véritable constructeur d'un Etat du Mağrib central tlemcéno-algérois. En page 74, l'auteur attribue *al-Hulal al-mawšiyya* à Lisān al-Dīn ibn al-Ḥaṭīb, or cette chronique n'est pas signée et demeure l'œuvre d'un auteur anonyme andalou, sujet et thuriféraire du sultan naṣride Muḥammad V (R. Brunschwig, *Etudes d'Islamologie*, Paris, 1976, I, p. 103-111). Quant au rôle politique d'Abū Ḥammū Mūsā al-Zayyānī, il a été très amplement étudié par l'ouvrage de 'Abd al-Ḥamīd Ḥāgiyāt, *Abū Ḥammū Mūsā al-Zayyānī, ḥayātuhu wa-ālāruhu*, S.N.E.D., Alger, 1982, ouvrage non utilisé dans cette étude. Ce grand sultan laissera le pouvoir à Abū Tāṣufin I, ambitieux champion d'un essor continu. Ces 'Abd-al-Wādides, en contact avec de grandes tribus arabes, tribus d'une puissante force guerrière, se trouvaient en présence de facteurs internes de fragilité, tenant à la facilité qu'avaient ces tribus à changer de camp si on ne leur accordait plus d'avantages et à la gêne qu'elles pouvaient occasionner quand elles en réclamaient trop. Ce facteur de pression des populations arabes sur le Mağrib central n'était pas le seul facteur de fragilité. S'y ajoutaient l'antagonisme des 'Abd-al-Wādides et des autres tribus zénatiennes : Tūḡin et Mağrāwa et les luttes à l'intérieur même de la famille régnante.

La troisième partie est consacrée aux institutions et à la politique extérieure du royaume 'abd-al-wādide (p. 105-146). Si Yaḡmurāsan, « âme de l'empire naissant », avait jeté les bases